



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 19 avril 2021

## SOMMAIRE

### Chine continentale

#### Conjoncture ([ici](#))

**Finances publiques** : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,2% au premier trimestre 2021

#### Banque et finance ([ici](#))

**Banques** : Citigroup prévoit d'élargir les activités de valeurs mobilières et se retire des activités de banque de détail en Chine ; DBS deviendra le principal actionnaire de Shenzhen Rural Commercial Bank en détenant 13% du capital

**Marchés financiers** : vers un nouveau Connect boursier transfrontière

**Finance verte** : nouvelles annonces de Yi Gang et mesures réglementaires de la PBoC relatives à l'implication du secteur financier dans la transition environnementale

**Système des retraites chinois** : le sous-gouverneur Li Bo met en exergue la nécessité d'une réforme lors du Forum de Boao

#### Echanges et politique commerciale ([ici](#))

**Investissements sortants** : la France classée 17<sup>e</sup> dans le classement des pays les plus sûrs pour les investissements chinois

**Relations Chine – Australie** : Canberra annule deux accords signés dans le cadre des Routes de la soie

## Climat des affaires ([ici](#))

**Droits de douane :** la Chine annule certaines taxes sur les importations pour promouvoir l'innovation

**Ouverture des services :** le gouvernement chinois approuve quatre zones pilotes pour l'ouverture du secteur des services

## Industrie et numérique ([ici](#))

**Automobile :** Tesla subit la pression des consommateurs et des autorités

**Automobile :** le salon de Shanghai fait office de vitrine pour les ambitions des marques chinoises

**Semi-conducteurs :** Tsinghua ouvre un institut dédié aux semi-conducteurs tandis que la Chine devient le premier marché mondial pour les équipements de production

**Télécommunications :** la Chine teste l'infrastructure du China Environment for Network Innovations (CENI), présentée comme l'« internet de demain »

**Economie numérique/ matières premières :** nouvelle enquête anti-monopole contre une plateforme de commerce d'acier investie par Alibaba dans un contexte de montée des prix des matières premières

## Développement durable, énergie et transports ([ici](#))

**Climat :** lors du sommet sur le climat organisé par Joe Biden, Xi Jinping s'est engagé à « contrôler strictement » les projets de centrales à charbon et à diminuer la consommation nationale de charbon à partir de 2025

**Energie :** LIU Baohua, ancien haut responsable de l'Administration Nationale de l'Énergie, (NEA) a été exclu du PCC pour corruption

**Aéronautique :** un rapport de think tank chinois pointe les lacunes de l'industrie aéronautique concentrée à Shanghai

**Transport aérien :** le groupe chinois BGI installe en Ethiopie un laboratoire de dépistage au COVID-19 pour les passagers à destination de la Chine

**Transport de fret :** forte reprise du fret maritime et terrestre au T1 2021

**Développement durable :** appel à commentaires du MEE concernant le renforcement du contrôle des projets fortement émetteurs et consommateurs d'énergie

## Actualités régionales ([ici](#))

**Shanghai :** Salon international de l'industrie automobile de Shanghai

**Sud-ouest :** Nouvelle hausse soutenue du commerce extérieur de la région au premier trimestre 2021

**Chongqing :** Hausse marquée de la production industrielle au premier trimestre, portée par de nouveaux secteurs

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Emploi** : Le taux de chômage connaît une légère diminution au premier trimestre 2021 pour atteindre 6,8%

**Population fortunée à Hong Kong** : le rapport annuel « Hong Kong Affluent Study 2020 » de Citi fait état d'une hausse de 2% du nombre de multimillionnaires à Hong Kong »

**Bourse** : Meituan lève près de 10 Mds USD à la bourse de Hong Kong

**Bourse** : Hang Seng lance un nouvel indice regroupant les actions de 30 entreprises du secteur de gestion immobilière cotées à Hong Kong

### Macao

**Casinos** : revenus en croissance de 58% en mars

**Tourisme** : augmentation des vols en Chine vers Macao pendant les vacances en mai

**Commerce extérieur** : les exportations françaises vers Macao en hausse de 53% au cours des deux premiers mois 2021

## Taiwan [\(ici\)](#)

**Taux de change** : Taïwan sous le feu des projecteurs du Trésor américain

**Commerce extérieur** : les exportations de machines progressent de 30% en mars 2021

**Demande externe** : Taïwan enregistre une nouvelle hausse des commandes export au T1

**Automobile** : le marché des véhicules importés progresse de 18% au T1

**Semi-conducteurs** : Andes Technology, la nouvelle pépite taïwanaise de l'architecture informatique

**Electronique** : AU Optronics renforce sa production en Chine et sa relation commerciale avec Samsung

## Mongolie [\(ici\)](#)

**Commerce international** : le chiffre d'affaires du commerce extérieur en augmentation de 60,4 % comparé à la même période en 2020

**Finances publiques** : le déficit budgétaire atteint 96,3 Mds MNT (28 MUSD) au premier trimestre 2021

**Cachemire** : la Mongolie fournit 45% du cachemire non transformé sur le marché mondial

## Chine continentale

## Conjoncture

### **Finances publiques : les recettes publiques enregistrent un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,2% au premier trimestre 2021**

Au premier trimestre, les recettes publiques s'élèvent à 5712 Mds RMB, soit une augmentation de +24,2% par rapport au T1 2020 et une croissance de +6,4% par rapport au T1 2019, correspondant à un taux de croissance moyen sur deux ans de +3,2%. Les recettes fiscales s'accroissent de +24,8% en g.a. et de +4,3% par rapport au T1 2019. Eu égard à la ventilation par catégorie d'impôts, au premier trimestre, la TVA augmente de +23,9% sur un an, et diminue de -5,3% par rapport à la même période en 2019. La taxe intérieure sur la consommation et l'impôt sur les sociétés augmentent respectivement de +18,5% et +12,7% en g.a., et diminuent de -0,9% et -1,7% par rapport au T1 2019, revenant au niveau précédant l'épidémie. L'impôt sur le revenu des personnes physiques augmente de +19% par rapport au T1 2020 et de +23,1% par rapport à la même période en 2019. Outre la croissance des revenus des résidents, cette hausse est également liée à la croissance des revenus provenant de plus-values de cessions et de dividendes sur les actions. La taxe foncière et la taxe sur la valeur ajoutée foncière augmentent respectivement de +68,2% et +40,5% par rapport au T1 2020, de +34,6% et de +23,6% par rapport au T1 2019, principalement due à la croissance des transactions immobilières. Il convient également de noter que la perception des droits de timbre sur les titres s'accroît fortement de +94,2% par rapport au T1 2020 et de +121,7% par rapport au T1 2019, en raison du dynamisme boursier.

Les dépenses publiques s'élèvent à 5870 Mds RMB, soit une augmentation de +6,2% par rapport au T1 2020, en raison de l'évolution des dépenses dans l'éducation (+13,8% en g.a.), la santé (+8,3% en g.a.) ainsi qu'en matière de sécurité sociale et d'emploi (+6,1% en g.a.).

Pour mémoire, dans le rapport de politique budgétaire publié consécutivement aux *Lianghui*, le déficit budgétaire officiel sera ramené à environ 3,2% du PIB (contre "3,6% ou plus" fixé en 2020). Les dépenses gouvernementales augmenteront de +1,8% en g.a. à 25 012 Mds RMB, en lien avec un rebond des recettes fiscales de +8,1% d'une année sur l'autre à 19765 Mds RMB en 2021. Les efforts se concentreront sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3% à l'éducation, 13,8% à la sécurité sociale et aux emplois, 7,5% à la santé (en 2020, les dépenses de l'éducation représentaient 14,8%, la sécurité sociale et les emplois 13,3%, la santé 7,8%).

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Banque et finance

### **Banques : Citigroup prévoit d'élargir les activités de valeurs mobilières et se retire des activités de banque de détail en Chine ; DBS deviendra le principal actionnaire de Shenzhen Rural Commercial Bank en détenant 13% du capital**

*Citigroup* prévoit de soumettre une demande de licence de valeurs mobilières pour souscrire et négocier des actions libellées en yuans pour les clients, ainsi qu'une licence de courtage à terme dans les deux prochains mois, tout en ayant annoncé qu'il fermerait ses activités de banque de détail (*retail banking*) en Chine continentale. *Citigroup* a reçu une licence de conservation de titres l'année dernière et dispose déjà de licences pour régler et souscrire des obligations pour des clients en Chine. *Citigroup* a déclaré qu'il se retirerait des activités de banque de détail sur 13 marchés internationaux (Pologne notamment) et se concentrerait sur les activités de patrimoine à Hong Kong, à Singapour, aux Émirats arabes unis et au Royaume-Uni. La refonte de ses activités bancaires de détail comprendrait des sorties de Chine continentale, de la Malaisie, de Taiwan et d'autres marchés où la banque a déclaré qu'elle n'avait pas une « taille critique nécessaire pour rivaliser avec les banques locales ». Les revenus de la banque de détail de *Citigroup* ont diminué de 14% à 7 Mds USD au premier trimestre, y compris une baisse de 9% des revenus de ses opérations en Asie.

La plus grande banque de Singapour, DBS, a reçu l'approbation réglementaire de prendre une participation de 13% dans *Shenzhen Rural Commercial Bank Corp.*, marquant le premier investissement étranger dans les petites et moyennes banques chinoises ainsi que l'ambition de DBS dans la région « *Greater Bay Area* ». La banque singapourienne deviendra ainsi le principal actionnaire de *Shenzhen Rural Commercial Bank* après l'accord, en vertu duquel DBS paiera 5,29 Mds RMB (814M USD) pour 1,35 Md de nouvelles actions. Entré en Chine en 2007, DBS a ouvert 12 succursales à Shanghai, Pékin, Shenzhen et dans d'autres villes. Créée en 2005, *Shenzhen Rural Commercial Bank* gère l'un des réseaux les plus étendus de la ville de Shenzhen avec 210 succursales. A fin 2020, *Shenzhen Rural Commercial Bank* disposait d'un actif total de 519 Mds RMB, ce qui en faisait l'une des plus grandes banques rurales de la province du Guangdong. La banque a déclaré 4,8 Mds RMB de bénéfice net en 2020. Avec plus de 5M de clients de détail et plus de 170 000 entreprises clientes, la banque disposait de 404 Mds RMB de dépôts à la fin de l'année dernière.

Les banques étrangères ont des plans d'expansion ambitieux en Chine depuis que le gouvernement chinois a annoncé une série de mesures d'ouverture financière en 2018-2019. *UBS Group AG*, la première banque étrangère à obtenir l'approbation pour le contrôle majoritaire de son entreprise de valeurs mobilières en Chine, envisage d'acquérir une autre participation de 16%, tandis que *Goldman* a conclu un accord avec son partenaire pour racheter les 49% de participation qu'il ne possède pas. *JPMorgan* a porté sa participation à 71% en novembre. *Credit Suisse Group AG* intensifie ses ambitions et cherche à prendre le contrôle total de son entreprise de valeurs mobilières au cours de l'année prochaine.

### **Marchés financiers : vers un nouveau Connect boursier transfrontière**

Lors du Boao Forum qui s'est tenu cette semaine, CAI Jianchun, Directeur général du *Shanghai Stock Exchange* (SSE) a indiqué que les préparatifs visant à faciliter les achats d'actions cotées à Shanghai par des investisseurs étrangers depuis la Suisse progressaient bien. Pour mémoire, un nouveau MoU avait été signé entre les

représentants légaux de la Bourse de Zürich (SIX) et du SSE en avril 2019, en vue d'intensifier la coopération entre les deux places financières et d'examiner la faisabilité d'une cotation croisée de titres représentatifs d'actions sur chacune des deux bourses sous forme de *Global Depositary Receipts* (GDR). Si cette mise en œuvre venait à être effective cette année, comme l'a indiqué M. CAI, elle permettrait de réaliser le troisième Connect boursier transfrontière avec le SSE, après celui noué avec Hong Kong en 2014 et Londres en 2019.

Il convient de ne pas exagérer la portée de cet événement, compte tenu de la profondeur de la place financière zurichoise sans commune mesure avec la taille du marché primaire de Shanghai, qui en fait pour les grandes sociétés chinoises soucieuses d'être cotées à l'étranger un substitut au marché boursier new-yorkais d'ampleur limitée. A ce jour, la contrevalet des GDR d'entreprises chinoises émises à Londres depuis le lancement du Stock Connect en juillet 2019 ne dépassait pas 6 Mds USD. Pour mémoire, aucune société britannique n'a pour l'instant effectué le choix d'être cotée sur le SSE.

### **Finance verte: nouvelles annonces de Yi Gang et mesures réglementaires de la PBoC relatives à l'implication du secteur financier dans la transition environnementale**

Le jeudi 15 avril, lors d'un séminaire sur la finance verte et les politiques climatiques tenu conjointement par la PBoC et le FMI<sup>1</sup>, le gouverneur de la PBoC, Yi Gang, a énoncé les quatre principaux enjeux pour le secteur financier en matière de transition verte :

- **Sur le volet social** : une prise de conscience collective est nécessaire sur l'urgence des enjeux liés à la réduction des émissions carbone ;
- **Sur le volet du marché** : le marché carbone jouera un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique, alors qu'il ne joue actuellement qu'un rôle marginal. Avant d'être opérationnel d'ici fin juin, il contribuera à la tarification des émissions carbone selon les principes du marché, introduisant d'importants effets incitatifs ;
- **Sur le volet institutionnel** : les processus de divulgation des informations relatives aux activités environnementales des acteurs économiques devront être améliorés (entreprises cotées, institutions financières et principaux acteurs de marché). A ce titre, la PBoC développera un système obligatoire de divulgation des informations, prévoyant des normes uniformisées et applicables à l'ensemble des institutions financières;
- **Sur le volet des risques financiers** : la transition énergétique et environnementale impliquera une restructuration des activités des institutions financières dans la mesure où ces dernières ont accumulé des actifs à forte intensité carbone (*high-carbon assets*), étant amenés à peser dans leur bilan à l'avenir (risque de chute des prix de ces actifs notamment). Par ailleurs, comme il l'avait déjà mentionné en mars, Yi Gang a déclaré que la PBoC était en phase d'étude pour l'intégration de facteurs de risques liés au changement climatique aux tests de résistance des institutions financières ainsi qu'au cadre de gestion macro-prudentielle.

En outre, lors d'une conférence à l'occasion du Forum de Boao le mardi 20 avril, Yi Gang a souligné le rôle moteur qu'endosserait la PBoC dans la lutte contre le changement climatique, à plusieurs égards :

<sup>1</sup> Les trois thématiques traitées pendant le séminaire étaient : « La finance verte et le rôle des banques centrales et des régulateurs financiers », « Le rôle des institutions financières et des investisseurs dans la transition verte » et « Politiques publiques dans le cadre du changement climatique ».

- De manière générale, la PBoC mobilisera des fonds et des outils pour soutenir à tous points de vue la transition énergétique et environnementale (Yi Gang cite notamment le lancement d'une « boîte à outils » pour favoriser le financement à coût avantageux de projets verts) ;
- La PBoC accompagnera les institutions financières dans la mesure de leurs activités afin de réduire leur coût environnemental global (projets financés, investissements, émissions vertes, risques climatiques, etc.), et établira un système national d'évaluation des performances de ces institutions (projet pilote en cours) ;
- La PBoC augmentera la part allouée aux obligations vertes dans les réserves de change nationales (il convient de noter que la Chine ne rend pas publique la ventilation de ses réserves de change) et limitera les investissements dans les actifs intensifs en émissions carbone ;
- La PBoC sera en charge de la supervision globale des risques financiers climatiques ;
- La PBoC renforcera son implication dans la coopération internationale en matière de finance verte (en collaboration avec les banques centrales de la région Asie Pacifique, l'Union Européenne, le FMI, etc.). Pour rappel, la PBoC est en cours d'élaboration d'une taxonomie commune avec l'UE sur les produits financiers verts.

A la suite des annonces de Yi Gang, la PBoC a publié le mercredi 21 avril la révision du catalogue des projets éligibles aux obligations vertes, qui rentrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021. La nouvelle nomenclature introduit des contraintes plus strictes (notamment sur le principe de « projets ne causant pas de dommage majeur »), tout en élargissant le champ d'application pour les projets verts et innovants sur le plan environnemental (agriculture verte, bâtiments verts et durables, conservation des eaux, industries vertes). En particulier et conformément aux standards internationaux, les obligations servant au financement de projets à forte émission en carbone tels que la production et l'utilisation « propre » des énergies fossiles (incluant le charbon) sont désormais exclues du champ d'application (cette catégorie faisait l'objet de controverses au regard des standards internationaux). Cette révision tend à renforcer la réglementation sur le marché obligataire vert national et s'aligne davantage sur les normes internationales de classification des actifs verts, permettant une reconnaissance accrue de ce type d'obligations par les investisseurs internationaux. Pour rappel, le catalogue a été initialement publié en 2015. A fin 2020, l'encours total des obligations vertes chinoises (incluant notamment celles ne respectant pas la taxonomie internationalement reconnue) s'élevait à 125 Mds USD, soit le second marché en taille à l'échelle mondiale.

Selon les analyses de la *China International Capital Corporation* également mentionnées par Yi Gang, la Chine devra investir 22000 Mds RMB (3400 Mds USD) par an d'ici 2030 puis 3900 Mds RMB entre 2030 et 2060 afin de réduire puis d'éliminer totalement les émissions carbone. Ces objectifs ne pourront être atteints que par une mobilisation massive du secteur privé (à hauteur de 75%, selon l'estimation de *Goldman Sachs* sur les 20 prochaines années), les investissements publics seuls étant loin d'être suffisants.

## **Système des retraites chinois : le sous-gouverneur LI Bo met en exergue la nécessité d'une réforme lors du Forum de Boao**

Au sein d'un panel qui s'est tenu le 20 avril dans le cadre du Forum de Boao pour l'Asie- «*Saluer la société du vieillissement – réformer le système des retraites*», M. LI Bo, nouveau sous-gouverneur de la PBoC a exprimé ses suggestions.

Selon LI Bo, la réforme du système des retraites devrait constituer un point de départ important dans le cadre d'une refonte de l'offre financière et de ses supports. L'insuffisance d'épargne financière, en particulier allouée aux actions, constitue l'une des principales lacunes du système financier chinois. Cette insuffisance est aggravée par une préférence des agents pour le court terme, induisant une importante volatilité des marchés financiers chinois. Les expériences internationales indiquent que les systèmes de capitalisation constituent la principale source permettant de drainer les capitaux vers des placements de long terme. Le système chinois fondé sur la répartition (*pay-as-you-go*) aboutit dans le meilleur des cas à des encaisses relativement faibles gérées par les fonds en charge de la gestion du système de retraite. Une éventuelle conversion vers le modèle par capitalisation pourrait permettre d'augmenter ces encaisses jusqu'à plus de 100.000 Mds RMB si l'on prend en considération la moyenne des pays de l'OCDE (126% du PIB) et le PIB chinois (quelque 100.000 Mds RMB), ce qui pourrait pallier le problème de la pénurie de capitaux de long terme dont pâtit le système financier chinois. La mise en place d'un système de capitalisation permettrait également d'optimiser la structure de l'épargne chinoise investie essentiellement sous forme de dépôts bancaire ou dans l'immobilier. LI Bo considère qu'une partie de l'épargne chinoise pourrait ainsi être mobilisée, via des régimes de capitalisation, au profit d'investissements de long terme en capitaux propres, qui sont caractérisés par une pénurie chronique. Il convient de noter qu'environ 25% des fonds gérés dans le cadre des pensions de retraite des pays de l'OCDE sont placés dans des capitaux propres d'entreprises (actions boursières ou assimilés).

LI Bo indique que le transfert d'un système de retraites par répartition à un système par capitalisation est assorti de grandes difficultés car cela impliquerait une mobilisation de moyens trop importants pour assumer le paiement des pensions pendant la période de transition. Il a mentionné quelques possibilités de résolution, qui passeraient par : 1. davantage de transferts des bénéfices des SOE pour abonder le fonds de la sécurité sociale ; 2. des transferts de revenus fonciers appartenant à l'État ; 3. des émissions d'obligations d'Etat à très long terme, 50 ans et 100 ans par exemple. Selon LI Bo, une fois la période de transition terminée, la transformation du système des pensions de retraite jouera un rôle important dans le soutien de la croissance économique ainsi que dans l'innovation technologique, qui trouvera ainsi d'importantes sources de financement de long terme et pourra à son tour contribuer à une meilleure durabilité des fonds de pension.

M. ZHOU Xiaochuan, ancien gouverneur de la PBoC, M. XIAO Yuanqi, vice-président de la CBIRC et M. ZHENG Bingwen, directeur du *Centre de recherche sur la sécurité sociale* de la CASS ont également exprimé, à la même occasion, des points de vue similaires à ceux de LI Bo.

Pour mémoire, l'actuel système des pensions chinois est composé de trois éléments : 1. l'assurance retraite élémentaire gérée par le gouvernement qui en constitue la principale partie ; 2. les rentes d'entreprises, qui sont de nature complémentaire et par construction peu homogènes ; 3. des éléments de capitalisation (constitués par de l'épargne individuelle volontaire et des produits d'assurance-vie) qui n'en représentent qu'une partie trop faible et qui méritent d'être développés.

En Chine, les dépôts bancaires des ménages (environ 80.000 Mds RMB) et les *Wealth Management Products* (plus de 20.000 Mds RMB) sont en grande partie des produits d'épargne de court terme et ne peuvent pas être transformés directement en fonds de pension. Plus des deux tiers de l'épargne des ménages et 80% des WMPs ont une échéance de moins d'un an.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## Echanges et politique commerciale

### Investissements sortants : la France classée 17<sup>e</sup> dans le classement des pays les plus sûrs pour les investissements chinois

L'institut d'économie et de politiques mondiales de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS) a [communiqué](#) le 22 avril les résultats de son rapport annuel sur l'évaluation des risques pour les investissements chinois à l'étranger.

La CASS a abaissé le classement de l'Australie (15<sup>e</sup>, -12 places, AA), des Etats-Unis (35<sup>e</sup>, -8 places, A) et du Royaume-Uni (23<sup>ème</sup>, -7 places, A) du fait, selon le think-tank, de la détérioration rapide des relations politiques et de la baisse significative de la solvabilité de la dette. L'Allemagne occupe la première place du classement ; la France la 17<sup>e</sup> (+1 place, AA). Singapour est le seul pays signataire de l'initiative des Routes de la soie à être considéré comme "à faible risque" (AA) pour les investisseurs<sup>2</sup>.

Le classement a été établi sur la base d'une pondération égale de cinq critères : risques politiques, fondamentaux économiques, capacité de remboursement de la dette, stabilité sociale et relations avec la Chine. Sur le dernier critère, les Etats-Unis occupent la dernière position (114<sup>e</sup>, -11 places), l'Australie la 89<sup>e</sup> (-49 places).

### Classement des 20 pays les plus sûrs pour les investissements chinois selon la CASS<sup>3</sup>.

Rang	Pays	Niveau de risque	Evolution
1	Allemagne	AAA	↑
2	Suisse	AAA	↑
3	<i>non disponible</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
4	Corée du Sud	AA	↑
5	Nouvelle-Zélande	AA	↑
6	Danemark	AA	↑
7	Suède	AA	↓
8	Pays-Bas	AA	-
9	Norvège	AA	-

<sup>2</sup> AAA et AA représentent un niveau de risque faible ; A et BBB représentent un niveau de risque moyen ; BB et B représentent un niveau de risque élevé

<sup>3</sup> Le pays en 3<sup>e</sup> position est omis du [classement](#).

10	Singapour	AA	↑
11	Finlande	AA	↑
12	Canada	AA	↑
13	Autriche	AA	↑
14	Malte	AA	↓
15	Australie	AA	↓
16	Emirats	AA	↓
17	France	AA	↑
18	Island	AA	↓
19	Japon	AA	-
20	Qatar	A	-

### Relations Chine – Australie : Canberra annule deux accords signés dans le cadre des Routes de la soie

La ministre des Affaires étrangères australienne Marise Payne a annoncé le 21 avril avoir annulé un protocole d'accord et un accord-cadre signés respectivement en 2018 et 2019 entre l'Etat de Victoria et la Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC). La ministre estime que ces accords sont "incompatibles avec la politique étrangère de l'Australie ou défavorables à ses relations étrangères".

La ministre des Affaires étrangères bénéficie depuis décembre 2020 d'un droit de veto sur les accords signés entre les pays étrangers et les autorités infranationales telles que les Etats fédérés et les universités financées par des fonds publics ([voir les brèves de la semaine du 7 décembre 2020](#)).

Les Premiers ministres libéraux Scott Morrison et Malcolm Turnbull ont toujours refusé de signer un protocole d'accord avec la Chine sur les Routes de la soie. Le Premier ministre travailliste de l'Etat de Victoria, Dan Andrews, a signé un accord cadre des Routes de la soie devant établir un groupe de travail afin notamment de faciliter les investissements chinois dans les biotechnologies et l'agroalimentaire.

Le ministre des Affaires étrangères chinois a déclaré le 22 avril que la Chine "répondra fermement et avec force" si Canberra ne revient pas sur cette décision et a appelé Canberra à "abroger immédiatement sa décision incorrecte".

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Climat des affaires

### **Droits de douane : la Chine annule certaines taxes sur les importations pour promouvoir l'innovation**

Le 20 avril, le ministère des Finances, l'Administration d'Etat des impôts, et l'Administration générale des douanes ont conjointement publié une [annonce](#) pour exempter trois types de taxes (droits de douane, taxes à la consommation, et taxes sur la valeur ajoutée) sur les importations d'équipements pour la R&D et l'enseignement pour les institutions de recherche, les écoles (y compris celles du Parti communiste chinois), et des bibliothèques si ces équipements ne peuvent pas être fabriqués en Chine ou si les équipements produits en Chine ne satisfont pas les besoins des chercheurs et enseignants. Par ailleurs, les taxes sur la valeur ajoutée sont annulées pour l'importation des publications utilisées pour la R&D et l'enseignement.

Cette annonce fait partie de la stratégie chinoise énoncé dans le 14<sup>e</sup> plan quinquennal pour promouvoir l'innovation et l'autonomie technologique. La liste des importations soumises à l'exemption tarifaire sera publiée ultérieurement, malgré que l'annonce prenne effet rétroactivement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2025.

### **Ouverture des services : le gouvernement chinois approuve quatre zones pilotes pour l'ouverture du secteur des services**

Le 20 avril, le Conseil des Affaires de l'Etat a publié une [annonce](#) pour approuver l'établissement de quatre zones pilotes concernant l'ouverture du secteur des services : les municipalités de Tianjin, de Shanghai, et de Chongqing, ainsi que la province du Hainan. Aucun détail sur les politiques concernant ces zones pilotes n'a été donné.

En 2015, la première zone pilote pour l'ouverture du secteur de services a été établie à Pékin. Plusieurs mesures ont été depuis mises en place, dont la baisse de la barrière pour la création de sociétés de portefeuille par les investisseurs étrangers, ainsi que l'autorisation accordée aux entreprises multinationales de créer des sociétés financières entièrement étrangères.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Industrie et numérique

### Automobile : Tesla subit la pression des consommateurs et des autorités

Selon l'agence Xinhua, des dizaines de cas de dysfonctionnement de véhicules Tesla auraient été rapportés en Chine ces derniers mois, les plus récurrents étant liés à des défaillances de systèmes de freins ou à l'enflamment des batteries. En février déjà, l'Administration d'Etat pour la Supervision du Marché (SAMR) et quatre autres administrations [avaient rappelé l'entreprise à l'ordre](#) alors que Tesla venait de s'excuser pour avoir faussement accusé State Grid, en charge du réseau électrique, d'être à l'origine de défauts sur ses véhicules.

Cette polémique [a pris de l'ampleur](#) lorsqu'une femme a fait irruption lundi 19 avril sur le stand de la marque au Shanghai Auto Show pour dénoncer les circonstances d'un accident ayant eu lieu le 21 février. Mme Zhang met en cause les freins du Model 3, dont la défaillance aurait causé le décès de son père. Après l'arrestation de Mme Zhang, cette affaire a engendré de fortes réactions sur les réseaux sociaux chinois, dont celle de la Commission centrale pour les affaires politiques et légales du Parti Communiste, qui a appelé le constructeur à « respecter les consommateurs chinois et à se mettre en conformité avec les lois et réglementations locales ». Après avoir dans un premier refusé tout compromis, Tesla s'est finalement [excusé](#) le lendemain (20 avril), ajoutant que l'entreprise allait « continuer à écouter les retours des clients » et remerciant ces derniers pour leur « tolérance ». Le constructeur a également accepté de transmettre les données de l'accident.

Dans la foulée, la SAMR et la China Consumers Association (CCA) ont de nouveau [communiqué](#) pour intimer à la marque de « respecter les droits de consommateurs ». La CCA est la principale organisation à l'origine du China Consumer Day, un événement annuel au cours duquel des grandes marques, notamment étrangères, sont régulièrement dénoncées pour la qualité de leurs produits ou services, impactant ainsi leur image sur le marché chinois. Dans de nombreux cas, ces dernières [réagissent publiquement](#) sous forme d'autocritique et s'engagent à rectifier leur comportement. Dans le même temps, les principaux acteurs chinois du secteur des véhicules à énergies nouvelles (VEN) ont profité du Shanghai Auto Show pour communiquer sur leurs derniers modèles.

### Automobile : le salon de Shanghai fait office de vitrine pour les ambitions des marques chinoises

Le salon automobile Shanghai Auto Show se tient à Shanghai du 21 au 28 avril. Les principales annonces et modèles exposés concernent les véhicules électriques :

- Huawei a présenté plusieurs projets de coopération, s'affirmant comme l'un des principaux acteurs de ce marché émergent en développant une offre à différents niveaux de la chaîne de valeur et en proposant jusqu'à [30 composants « intelligents »](#) via des coopérations avec des constructeurs et des développeurs d'applications. Le système d'exploitation HiCar, inspiré de Harmony OS, fait ainsi office de plateforme pour véhicules connectés à laquelle Huawei affirme avoir rallié 18 constructeurs. Le partenariat avec la marque Seres, annoncé à Shanghai, semble ainsi être parmi les plus complets puisque Huawei fournit, outre la plateforme HiCar, sa technologie de mobilité électrique DriveOne permettant d'allonger la gestion de l'autonomie des véhicules et va jusqu'à mettre à disposition son réseau de distribution.

- Evergrande NEV, filiale du groupe éponyme, a présenté neuf modèles, dont notamment sa gamme Hengchi. Les modèles Hengchi s'appuient sur des coopérations avec Tencent et Baidu pour la partie software et des entreprises étrangères pour le design et certains composants. La commercialisation des véhicules de la marque, dont le fonctionnement [fait l'objet d'interrogations](#), a été plusieurs fois retardée.
- Xpeng a présenté le modèle P5, équipé d'un [Lidar](#), une première mondiale. Cette technologie de détection d'objets grâce à un laser permet le développement d'applications pour la conduite autonome, comme le système Navigation Guided Pilot (NGP), dont XPeng avait fait une démonstration en mars dernier.
- BYD a fait la promotion de son modèle haut-de-gamme Han, commercialisé depuis 2020. Les derniers modèles sont équipés de la batterie [Blade](#), qui fait l'objet d'une communication active de la marque depuis son lancement en mars 2021. Ce modèle est d'une composition lithium-fer-phosphate (LFP), une alternative de plus en plus utilisée en Chine pour remplacer les NMC qui utilisent des composants rares et polluants (nickel, manganèse, cobalt), alors que les performances des LFP progressent (605 km d'autonomie pour le modèle Han). A noter que BYD dispose de droits d'exploitation et d'investissements dans des mines de sel de lithium au Tibet, où des [risques](#) environnementaux et sociaux ont été rapportés. Cette usine permet notamment d'approvisionner l'usine de BYD Qinghai, où l'entreprise opère depuis 2018 une base de production de 24 GWh.
- Les [équipementiers](#) étrangers, tels que Valeo (autonomisation des systèmes), Faurecia (habitacle connecté) Continental (systèmes de contrôle sécurité) ou Webasto (capteurs) tentent de profiter du dynamisme du secteur en promouvant leurs solutions auprès des constructeurs.

### **Semi-conducteurs : Tsinghua ouvre un institut dédié aux semi-conducteurs tandis que la Chine devient le premier marché mondial pour les équipements de production**

L'université de Tsinghua à Pékin a [annoncé](#) le 22 avril la création d'un Institut pour les circuits intégrés. La création de cet institut à Tsinghua résulte de la fusion des cursus de microélectronique, de nanoélectronique et d'ingénierie électronique. Ainsi, Tsinghua aurait formé près de 4 000 étudiants de niveau licence, 3 000 au niveau master et 500 doctorants dans le domaine des semi-conducteurs. Parmi les 27 alumni les plus influents, on retrouve les fondateurs de nombreuses entreprises du secteur, bien que 90% de ces entreprises se concentrent sur les activités de design, illustrant la faiblesse relative de l'industrie chinoise sur les autres maillons de la chaîne de valeur. Parmi ces illustres anciens de Tsinghua, on retrouve notamment Zhao Weiguo, président de Tsinghua Unigroup (TU).

Il convient de noter que TU, plus important groupe étatique de microélectronique de Chine mais qui a [fait défaut](#) sur 450 M USD d'obligations en décembre 2020, est issu de l'université Tsinghua. TU avait été sélectionné par Pékin pour devenir un « champion national » (le groupe avait reçu des dizaines de milliards USD de soutien étatique), notamment dans le design de puces téléphoniques, les mémoires (via sa filiale sa filiale Yangtse Memory Technologies), ou encore les technologies 5G (via Unisoc) mais aussi les services de *big data*. En mai 2018, la Commission du Parti pour l'approfondissement des réformes avait promulgué un texte pour séparer

davantage les universités et institutions à caractère commercial et proposant que la participation des universités aux entreprises soit transférée à des plateformes d'investissement sous contrôle étatique.

Ce nouvel institut devrait cependant entretenir des liens forts avec les entreprises chinoises du secteur, conformément aux nouvelles orientations, réaffirmées dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, de rapprocher les sphères académiques des projets de R&D des entreprises. La formation de talents qualifiés figure parmi les principaux défis entravant la montée en gamme de l'industrie chinoise des semi-conducteurs. En novembre 2020, une université spécialisée dans les semi-conducteurs avait déjà été [créée](#) à Nankin. La création de cet établissement est ainsi présentée comme un moyen pour la Chine de résoudre les « goulots d'étranglement » (卡脖子), soit les technologies étrangères dont la Chine est dépendante, notamment pour la fonte de semi-conducteurs mais également pour les équipements de production. En effet, selon [un rapport](#) publié par SEMI, la Chine est devenue en 2020 le premier marché mondial pour les équipements de semi-conducteurs avec des ventes estimées à 18,7 Mds USD (15,6 Mds EUR), en augmentation annuelle de 39%.

### **Télécommunications : la Chine teste l'infrastructure du China Environment for Network Innovations (CENI), présentée comme l'« internet de demain »**

L'Université Tsinghua a lancé fin avril 2021 les travaux sur le réseau national internet expérimental FITI (Future Internet Technology Infrastructure). Les tests menés dans le cadre de ce projet visent à explorer et valider des solutions technologiques pour les réseaux internet de demain. Le réseau haute performance FITI, actuellement testé, relie 40 nœuds centraux universitaires dans 35 villes du pays, avec une bande passante maximale de 200G entre les nœuds centraux du « réseau fédérateur », et réalise l'interconnexion avec des installations de test IPv4/IPv6 nationales et internationales. A noter que les protocoles IPV6 permettent de mieux associer les adresses IP à une identité réelle, ce qui, selon Wei Leping (VP de China Telecom), [permet](#) de « sauvegarder la sécurité nationale ».

Le nouveau réseau chinois ne sera pas isolé, mais se connectera à l'internet existant ainsi qu'aux réseaux expérimentaux d'autres pays, notamment le réseau FIRE (Future Internet Research and Experimentation) en Europe. À Nanning, capitale de la province du Guangxi (sud-ouest), un centre régional est en cours de construction pour connecter le réseau CENI aux pays de l'ASEAN, selon un chercheur local. Ce projet vise à étendre l'influence de l'infrastructure d'information la plus avancée de Chine aux pays voisins, notamment le Cambodge, le Laos, le Myanmar et la Thaïlande, a indiqué le chercheur.

*Brève rédigée par Pierre Sel, CEA*

### **Economie numérique et matières premières: nouvelle enquête anti-monopole contre une plateforme de commerce d'acier investie par Alibaba dans un contexte de montée des prix des matières premières**

L'Administration d'Etat pour la Supervision du Marché (SAMR) [a ouvert](#) le 19 avril une enquête à l'encontre de Minmetals E-Commerce Co.,Ltd, une coentreprise entre Minmetals Development et Alibaba Group. Fondé en 1950 et basé à Pékin, China Minmetals Corporation (CMC) est un conglomerat minier, dont les activités couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur (prospection, exploitation, traitement, commerce) et de nombreux minerais (fer, cuivre, zinc, nickel, tungstène, terres rares...). La coentreprise incriminée est accusée de favoriser la concentration

du secteur des transactions de matières premières. Il s'agit d'une plateforme de commerce électronique B2B servant d'interface entre des petites entreprises du secteur sidérurgique.

Minmetals E-Commerce Co.Ltd a été créée en mai 2012 en tant que filiale de Minmetals Development. En novembre 2015, Ali Venture Capital a pris une participation de 44% dans cette filiale. Après l'augmentation de capital, l'actionnariat de Minmetals E-commerce était réparti de la façon suivante : Minmetals Development (46%), Ali Ventures Capital (44%), et Beijing Haili Yunchui (10%). Alibaba fournit principalement des technologies en ligne et des ressources de Big Data. Minmetals fournit principalement ressources hors ligne telles que l'entreposage.

Outre la [campagne](#) en cours contre les pratiques monopolistiques des plateformes internet, cette enquête peut également s'expliquer par la volonté des autorités de contrôler la montée du prix des matières premières. Fin mars, la China Iron and Steel Association [indiquait](#) que les prix de l'acier étaient supérieurs de 37,4% à leur niveau de l'année précédente, alors que la production d'acier entre janvier et mars (271 Mt) était en augmentation de 15,6% en Chine. Sur les deux premiers mois de 2020, les prix d'importation de minerais de fer et de cuivre étaient respectivement en hausse de 56,7% et 44% en glissement annuel. Malgré ces signaux, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) s'est néanmoins voulu rassurant [indiquant](#) que l'impact sur le secteur manufacturier serait « gérable ».

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Développement durable, énergie et transports

### **Climat : lors du sommet sur le climat organisé par Joe Biden, Xi Jinping s'est engagé à « contrôler strictement » les projets de centrales à charbon et à diminuer la consommation nationale de charbon à partir de 2025**

Le président chinois Xi Jinping a participé le 22 avril –via une vidéo préenregistrée– au sommet climat organisé par Joe Biden à l'occasion de la journée de la Terre qui a réuni 40 dirigeants. Sa participation avait été confirmée seulement un jour à l'avance par le ministère des Affaires Étrangères, alors que l'envoyé spécial pour le climat John Kerry s'était entretenu avec son homologue chinois Xie Zhenhua et le vice-premier ministre Han Zheng (par visioconférence) la semaine dernière à Shanghai - visite qui a abouti à un [communiqué conjoint](#). Ce sommet du 22 avril avait également été l'un des sujets abordés lors de la réunion trilatérale France-Allemagne-Chine du 16 avril (voir Brèves hebdomadaires, [semaine du 12 avril](#)).

Si plusieurs pays ont rehaussé leur ambition climatique à l'occasion de ce sommet virtuel, dont les Etats-Unis qui se sont engagés à doubler la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du pays d'ici à 2030, la Chine, elle, n'a pas fait de grandes annonces. Six points ont été soulignés par le président Xi pour construire « une communauté de vie partagée pour l'homme et la nature » - selon la rhétorique consacrée : (i) l'harmonie entre l'homme et la nature, (ii) un développement vert, (iii) une gouvernance systémique pour protéger les écosystèmes, (iv) une approche centrée sur les personnes, (v) le multilatéralisme et (vi) le principe des responsabilités communes mais différenciées. Le seul objectif nouveau concerne la consommation de charbon, dont l'augmentation devra être contrôlée « strictement » pendant la période du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (2021-2025), puis devra diminuer progressivement sur la période du 15<sup>ème</sup> plan (2026-2030). En outre, Xi Jinping a fait savoir que la Chine « contrôlera strictement les projets de production d'électricité au charbon », sans plus de précisions. Il a enfin rappelé des engagements déjà pris, notamment la décision « d'accepter » l'amendement de Kigali au protocole de Montréal sur les gaz HFC (décision annoncée à l'issue des entretiens de haut niveau avec les dirigeants américain, allemand et français la semaine dernière), le démarrage à venir des échanges de quotas d'émissions sur le marché national du carbone, ainsi que l'atteinte du pic des émissions avant 2030 et de la neutralité carbone avant 2060.

Parallèlement, la NEA publiait un [communiqué](#) relatif à la consommation d'énergie en 2021, prévoyant de diminuer la part du charbon dans le mix d'énergie primaire en deçà de 56% (contre 56,8% en 2020) et d'augmenter celle de l'électricité dans la consommation d'énergie finale à 28% (contre 27% en 2020). En outre le catalogue révisé des projets éligibles aux obligations vertes, officiellement publié le 21 avril par la PBOC (voir [Banque et finance](#)) exclue désormais les catégories controversées relatives à un usage « propre » des énergies fossiles, dont le charbon.

## **Energie : LIU Baohua, ancien haut responsable de l'Administration Nationale de l'Énergie, (NEA) a été exclu du PCC pour corruption**

LIU Baohua, ancien directeur adjoint de l'Administration nationale de l'énergie (AEN), a été exclu du Parti communiste chinois (PCC) et démis de ses fonctions publiques pour des allégations de corruption et bénéficiaire présumé de pots-de-vin, a déclaré [mercredi](#) le comité d'inspection de la discipline du PPC. Numéro deux de la NEA depuis 2017, LIU Baohua avait été suspendu de ses fonctions dès octobre 2020 alors que le Parti engageait à son égard une enquête pour « manquement à la discipline et corruption ».

Pour mémoire, la NEA a été affectée par plusieurs affaires de corruption ces dernières années. Avant LIU Baohua, NUR Bekri (alors administrateur de la NEA) avait été expulsé du PCC en 2019 puis condamné à la prison à vie pour avoir reçu plus de 79 millions de yuans (10 M EUR) en pots de vin, tout comme l'ancien administrateur LIU Tienan en 2014. Par ailleurs, cette nouvelle condamnation intervient quelques mois après le recadrage de l'administration suite à une inspection du groupe central d'inspection environnementale (CEIP), qui avait donné lieu à un rapport particulièrement sévère sur la politique environnementale de la NEA (voir Brèves hebdomadaires du SER de Pékin, [semaine du 1<sup>er</sup> février](#)).

## **Aéronautique : un rapport de think tank chinois pointe les lacunes de l'industrie aéronautique concentrée à Shanghai**

Dans un rapport récemment publié sur le site [thepaper.cn](#), le Shanghai Institutes for International Studies (SIIS) propose une cartographie et un état des lieux de l'industrie aéronautique, en se concentrant sur l'écosystème de Shanghai, base principale de COMAC. Pour rappel COMAC mène simultanément trois programmes d'avion civil avec la production des avions régionaux ARJ-21 (Voir Brèves du SER, [semaine du 12 avril](#)), la poursuite de la certification du monocouloir C919 (dont la finalisation est espérée avant la fin de cette année 2021, l'un des « objectifs du centenaire » de l'anniversaire de la fondation du PCC), et le développement en coopération avec la Russie du projet de gros-porteur CR929 en coopération avec l'avionneur russe UAC.

Le rapport du SIIS, rappelant l'importance stratégique de l'industrie aéronautique dans le cadre des derniers plans quinquennaux, détaille la forte empreinte de l'industrie aéronautique à Shanghai, répartie notamment entre le parc de haute technologie Zhangjiang à Pudong, comptant sur les usines de COMAC à Zhuqiao et de fabrication de moteurs par AECC à Lingang, adossée à 218 entreprises de la chaîne de valeur (chinoises, étrangères et coentreprises), des départements aéronautiques dans les quatre principales universités de la ville (dont Fudan), ou encore cinq instituts de recherches scientifiques dédiés. A cet écosystème industriel, s'adossent les activités multiples dans le domaine du spatial, notamment autour de la constellation Beidou, qui concentre un certain nombre de services dans les districts de Yangpu et Qingpu de Shanghai.

Cependant, cette étude du SIIS pointe également les lacunes objectives actuelles de l'industrie aéronautique chinoise, face à la concurrence américaine ou européenne, la situant toujours en bas de la chaîne de valeur (comme la fabrication de cellules d'avion civile). Les auteurs constatent une incapacité récurrente à maîtriser des éléments technologiques clés comme les moteurs, les commandes de vol embarquées, les matériaux composites, et même, d'un point de vue réglementaire, les difficultés rencontrées dans la finalisation des travaux de certification de navigabilité. Selon ce rapport, cette situation procède de deux raisons principales.

Premièrement, d'une insuffisante optimisation des ressources de R&D entre l'industrie et l'université, dans des relations dominées par des entreprises d'Etat impliquant un partage inefficace des risques et des bénéfices. Pour des experts étrangers présents en Chine, c'est surtout face aux défis que représente l'intégration des programmes aéronautiques, impliquant une certaine décentralisation et transversalité, une plus grande célérité des procédures de décision, une meilleure gestion des relations entre donneurs d'ordre et fournisseurs, que résident les pistes d'amélioration industrielle de l'aéronautique chinoise.

Deuxièmement, le SIIS regrette les effets qu'il juge délétères d'une [imparfaite intégration civilo-militaire](#), ce manque de coopération institutionnelle ne profitant d'ailleurs ni au pôle civil, ni aux armées. Ces dernières considérations peuvent surprendre dans la mesure où COMAC est justement au centre des tensions sino-américaines du fait du développement de ses relations avec le complexe militaro-industriel chinois. Certes, l'entreprise ne figure pas en tant que tel dans une liste noire du département du Commerce (DoC) américain, dans laquelle a été ajoutée, le 21 décembre dernier, 59 entités chinoises (dont 7 filiales directement contrôlées par AVIC, 8 filiales du motoriste AECC), mais aussi tout de même deux entités proches de l'avionneur (Voir Brèves du SER, [semaine du 4 janvier](#)) : l'Institut de conception et de recherche aéronautique basé à Shanghai et ainsi que la Shanghai Aircraft Manufacturing (tous deux cités dans le rapport du SIIS). Par ailleurs, COMAC a cependant intégré une liste noire du département de la Défense (DoD) le 14 janvier 2021, qui incrimine les liens de ces entités aux activités militaires et aux intérêts de l'Armée Populaire de Libération, de même que l'ensemble du secteur aérospatial chinois (AVIC, CASC, CASIC, CETC ou encore CALT). Par un « executive order » datant du 12 novembre 2021, les Américains ont interdit d'investir dans les entreprises chinoises visées par cette liste noire du DoD (Voir Brèves du SER, [semaine du 11 janvier](#)).

Le soutien politique à COMAC reste à cette heure sans faille, comme en témoigne [la rencontre](#) du 16 avril dernier, entre M. FENG Zhenglin, chef de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), avec M. HE Dongfeng, Président de COMAC, qui ont réaffirmé à cette occasion des objectifs mutuels pour le régulateur et l'industriel en vue de doter la Chine d'une industrie aéronautique intégrée, compétitive, fiable et puissante, avec des avancées notables espérées qui pourraient être vérifiées à l'issue du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal 2021-2025. En parallèle, M. LIU He, Vice Premier ministre et membre du bureau politique du PCC, a ouvert un symposium pour [le 70<sup>ème</sup> anniversaire](#) de l'industrie aéronautique chinoise, dans lequel il a notamment insisté sur la nécessité, pour tous les acteurs du secteur, de poursuivre la montée en gamme et en autonomie technologique, en prêtant attention à la sélection et à la formation des talents. C'est dans ce contexte que COMAC pourrait chercher à réduire graduellement sa dépendance à des fournisseurs occidentaux, en particulier américains, même si cela pourrait impliquer de nouveaux retards pour la mise sur le marché de ses avions civils. Dans son étude, le SIIS rappelle que Shanghai va se doter d'un [nouveau cluster industriel à Pudong pour l'aéronautique](#), avec plus de 200 Mds CNY d'investissements d'ici à 2035 (plus de 25 Mds EUR), qui pourrait servir de plateforme de concentration des ambitions et innovations technologiques chinoises, notamment dans le domaine de les nouvelles mobilités aériennes urbaines (UAM) ou les applications dérivées de la constellation satellitaire Beidou.

## Transport aérien : le groupe chinois BGI installe en Ethiopie un laboratoire de dépistage au COVID-19 pour les passagers à destination de la Chine

Le groupe chinois BGI installe en Ethiopie son [premier laboratoire de dépistage au COVID-19 dans un aéroport africain](#) pour les passagers à destination de la Chine, tenus d'effectuer des examens médicaux préalables exigés par les autorités chinoises avant leur embarquement sur des vols opérés par Ethiopian. Ce centre médical, administré par BGI Health Ethiopia et filiale de l'entreprise chinoise de biotechnologie BGI Genomics Co. Ltd., assure être en mesure de fournir des résultats de tests (acide nucléique et sérologique) en moins de trois heures, avec une capacité de 1000 passagers par jour (peut-être étendue à moyen-terme à 5000/j). Cela représentera un atout important pour Addis-Abeba dans la gestion des voyages depuis et vers la Chine, de nombreux passagers en correspondance transitant dans le hub aéroportuaire éthiopien, l'un des plus fréquentés du continent africain.

Ethiopian Airlines espère tirer parti des services de ce laboratoire chinois, qui certifiera les états médicaux des passagers aériens, et aidera la compagnie éthiopienne à réduire ses risques d'exploitation, voire à augmenter graduellement son offre de vols réguliers en Chine. La compagnie éthiopienne reste constamment sous la menace de l'application de sanctions diverses (suspension de vols ou limitation des taux de remplissage pour des durées variables), en fonction du nombre de passagers diagnostiqués malades du COVID-19 à l'arrivée sur le territoire chinois ou au cours de leur quarantaine, mesures décidées par les autorités chinoises en fonction des dispositions sanitaires unilatérales en vigueur en Chine depuis l'an dernier (Voir Brèves du SER, [semaine du 22 février](#)). Jusqu'à présent, Ethiopian était d'ailleurs l'une des compagnies étrangères les plus sanctionnées par cette réglementation, [31 de ses vols ayant été suspendus depuis juin 2020](#), affectant périodiquement ses liaisons régulières entre Addis-Abeba et Shanghai, Chengdu ou Canton.

BGI annonce que ses laboratoires de dépistage au COVID-19 auraient été déployés [dans plus de 80 pays](#), dont plusieurs pays africains (Angola, Botswana, Gabon ou Togo), quoique cela semble beaucoup plus rarement le cas en zone aéroportuaire, à l'exception notable du [Sultanat d'Oman](#) où des installations BGI sont en service depuis septembre dernier. L'entreprise basée à Shenzhen a par ailleurs été au centre de plusieurs controverses depuis l'an dernier, ses services de dépistage au COVID-19 ayant parfois été rejetés aux Etats-Unis, notamment [en Californie](#), les services du gouvernement américain ayant pointé des risques de fuite et d'exploitation indues de données personnelles de santé. Enfin, le groupe BGI, aux multiples activités et ramifications, a également vu deux autres de ses filiales, Xinjiang Silk Road BGI et Beijing Liuhe BGI, intégrer en juillet dernier [la liste noire](#) du Département du Commerce américain, sur des allégations d'utilisation de leurs technologies pour le profilage génétique de minorités ethniques en Chine.

## Transport de fret: forte reprise du fret maritime et terrestre au T1 2021

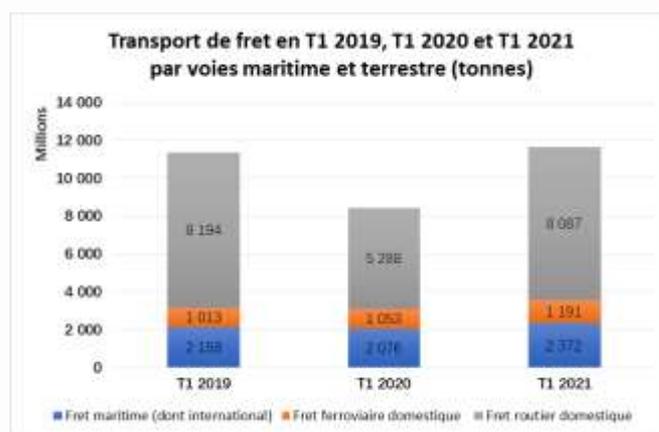
Les dernières [statistiques du transport de fret](#) publiées par le Ministère des transports (MoT) pour le mois de mars 2021 permettent de dresser le bilan du trafic de fret au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2021 :

### Volumes de fret transportés en 2021 (et évolutions en glissement annuel)

	janvier	février	mars	1 <sup>er</sup> trimestre
<b>Fret maritime</b> (en M de tonnes)	839 (+10,8 %)	691 (+18,2 %)	842 (+14,7 %)	2 372 (+14,3 %)
<i>dont international</i> (en Mt)	365 (+5,9 %)	318 (+16,1 %)	352 (+11,3 %)	1 035 (+10,7 %)
(en M. de conteneurs EVP*)	21 (+12,5 %)	16 (+34 %)	21 (+13,7 %)	58 (+18,3 %)
<b>Fret ferroviaire domestique</b> (en Mt)	418 (+12,6 %)	376 (+16,6 %)	397 (+10,5 %)	1 191 (+13,1 %)
<b>Fret routier domestique</b> (en Mt)	3 092 (+46,7 %)	1 714 (+107,2 %)	3 281 (+39,4 %)	8 087 (+52,9 %)
<b>Total</b> (en Mt)	4 349 (+34,4 %)	2 781 (+60,4 %)	4 520 (+31,1 %)	11 650 (+38,4 %)

\*Equivalent Vingt Pieds

Le fret maritime et le ferroviaire continuent à augmenter au premier trimestre 2021 (respectivement +14 % et +13 % en glissement annuel). Quant au fret routier domestique, on remarque un rebond encore plus significatif au T1 2021 avec une croissance de 53 % par rapport au T1 2020. Ce secteur, conséquent en volume mais sur des trajets plus courts (trajet moyen de 180 km contre 716 km par chemins de fer – statistiques 2018), avait été fortement impacté par la crise sanitaire. Le volume du fret routier au T1 2021 atteint presque le même niveau que celui au T1 2019 (8 087 Mts contre 8 194 Mts). Dans l'ensemble, le volume total de fret transporté (hors voie aérienne) est en augmentation de 38,4 % en g.a. et de 2,5 % par rapport à la même période de 2019.



L'engorgement du trafic maritime mondial se poursuit ce trimestre, avec pour conséquence une forte hausse des coûts (multiplication par 5 du prix pour le transport de marchandise sur la liaison Shanghai-Rotterdam entre mars 2020 et mars 2021) et un report vers d'autres moyens de transport, notamment le fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe.

### **Développement durable : appel à commentaires du MEE concernant le renforcement du contrôle des projets fortement émetteurs et consommateurs d'énergie**

Le ministre de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a lancé le 14 avril dernier un [appel à commentaires](#), ouvert jusqu'au 21 avril 2021, concernant des [lignes directrices](#) sur le renforcement du contrôle du développement des projets à forte consommation d'énergie et à hautes émissions (polluants et CO<sub>2</sub>).

Suite à la découverte de la planification de nombreux projets énergivores et fortement émetteurs dans les 14<sup>èmes</sup> plans quinquennaux locaux, le MEE a décidé de renforcer le contrôle de l'approbation des projets polluants. Dans cet appel à commentaires, six secteurs industriels sont concernés, à savoir la pétrochimie, la sidérurgie, la cimenterie, la métallurgie, la carbochimie et les centrales thermiques. Ces secteurs contribuent à eux-seuls à plus de 50 % des émissions de CO<sub>2</sub> de la Chine ainsi qu'à 86,5 % des émissions de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), 44,5 % des émissions d'oxyde d'azote (NOx) et 22,7 % des émissions de particules de l'ensemble de l'industrie chinoise.

Ce projet de directives demande de mieux valoriser les études d'impact sur l'environnement, en spécifiant notamment un refus d'approbation pour tout un projet, avant la réalisation de celles-ci. Il indique en outre la nécessité d'un renforcement des missions d'inspection pour s'assurer de la mise en place des mesures prévues par les études d'impact environnemental, le MEE ayant constaté que la plupart des projets pétrochimiques et carbochimiques approuvés pendant la période du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal ne les respectaient pas. De plus, il est proposé de développer une méthodologie de calcul de l'empreinte carbone des projets et d'incorporer les impacts des émissions de CO<sub>2</sub> dans les études environnementales réalisées. Enfin, le texte demande une gestion stricte des permis de rejet de polluants (cf. [brèves du SER de la semaine du 15 février 2021](#)) pour établir un système de contrôle quotidien sur les sources stationnaires de pollution.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Actualités régionales

### Shanghai : Salon international de l'industrie automobile de Shanghai

Le 19<sup>e</sup> Salon international de l'Industrie automobile de Shanghai (Auto Shanghai 2021), qui se déroule du 19 au 28 avril, rencontre un vif, notamment en raison de nombreuses nouveautés autour de la mobilité électrique et de la forte mobilisation des marques automobiles chinoises. Selon l'organisateur, 1000 entreprises du monde entier exposent dans les 12 halls et 360 000 M<sup>2</sup> du centre des expositions. Les journées du 19 et du 20 avril ont été consacrées aux médias et celles du 21 au 23 avril sont réservées aux professionnels. Le salon sera ouvert au public du 24 au 28 avril. Auto Shanghai est le premier des plus grands salons automobiles mondiaux à se dérouler dans des conditions normales malgré le contexte de pandémie.

Source : [Chinanews](#)

### Sud-ouest : Nouvelle hausse soutenue du commerce extérieur de la région au premier trimestre 2021

Sur la lancée de son année 2020, le commerce extérieur régional continue d'enregistrer une dynamique notable, indépendamment des effets de base liés au creux du premier trimestre 2020.

Ainsi, le [Yunnan a vu son commerce extérieur bondir de 59,7 % sur un an](#) et de 49 % par rapport au premier trimestre 2019. Il a atteint 74,2 Md CNY, dominé par les produits agricoles caractéristiques de la province (fruits, fleurs, légumes, café, thé...). L'agriculture tient aussi une bonne place dans le [commerce extérieur du Guizhou, qui a bondi de 85,7 %](#), à 13,9 Md CNY (dont 10,4 Md CNY d'exportations).

Le commerce extérieur sichuanais s'est situé sous le niveau de croissance du commerce extérieur national (+29,2 %) en enregistrant [une hausse de 25,6 %, à 196,7 Md CNY](#). Ce constat est néanmoins peu significatif, la province profitant peu d'effet de base après une année 2020 de hausse déjà marquée (+19 %). Les produits-phares de ses ventes à l'étranger poursuivent sur la tendance de 2020 : les exportations d'ordinateurs portables progressent de 74,1 % sur un an (27,2 Md CNY) et celles de tablettes électroniques de 105,2 % (18 Md CNY).

### Chongqing : Hausse marquée de la production industrielle au premier trimestre, portée par de nouveaux secteurs

Le PIB de la municipalité a crû de 18,4 % sur un an au premier trimestre, aligné avec la croissance nationale (+18,3 %). La valeur ajoutée réalisée dans les industries dépassant le seuil de prise en compte (20 M CNY de chiffre d'affaires) a progressé de 35,4 %, après avoir reculé de 10,6 % un an plus tôt. L'industrie automobile enregistre un rebond notable (+60,9 %) après deux années difficiles.

Au sein de l'ensemble industriel, quelques secteurs se démarquent particulièrement. C'est le cas de la production de robots industriels (+39,6 %), des batteries au lithium qui ont reçu en 2020 des investissements soutenus (+86 % de production) et des circuits intégrés (+87 %).

[Source](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Emploi : Le taux de chômage connaît une légère diminution au premier trimestre 2021 pour atteindre 6,8%**

Les chiffres de l'emploi publiés le 22 avril par le département du recensement et des statistiques hongkongais au titre des trois premiers mois de l'année font état d'une baisse de 0,4% du taux de chômage (désaisonnalisé) par rapport au trimestre glissant se terminant en février à 6,8%, ce qui représente en termes d'effectifs une baisse de 1 800 du nombre de personnes sans emploi. Ces chiffres sont meilleurs qu'attendus par le consensus recensé par Bloomberg (7,1%). Le taux de sous-emploi est lui aussi en diminution à 3,8% contre 4% lors du trimestre glissant précédent. La population active est en légère hausse sur la période (+0,1%).

Par secteur, celui du commerce de détail, de l'hôtellerie et de la restauration a vu son taux de chômage se contracter de 0,4 % par rapport à la période précédente, atteignant 10,7%, celui du commerce de gros et de l'import/export est stable à 6,2%, tandis que le secteur financier a lui vu son taux de chômage croître de 0,1% à 4,8%.

Le Secrétaire au travail a commenté ces chiffres par voie de communiqué, déclarant que si la situation épidémique locale continuait à être contenue, l'environnement opérationnel des secteurs liés à la consommation pourrait s'améliorer, ce qui devrait atténuer la pression sur le marché du travail.

### **Population fortunée à Hong Kong : le rapport annuel « Hong Kong Affluent Study 2020 » de Citi fait état d'une hausse de 2% du nombre de multimillionnaires à Hong Kong**

Le rapport de Citi, publié le 8 avril estime le nombre de multimillionnaires hongkongais (définis par Citi comme détenant une fortune supérieure à 10 M HKD soit 1,29 M USD) à 515 000 contre 504 000 lors de la publication du précédent rapport en septembre 2020, soit une hausse de 2%. La fortune médiane de ceux-ci s'élève désormais à 15,5 M HKD (2 M USD), en baisse de 9% par rapport au précédent rapport (17 M HKD soit 2,2 M USD).

La hausse de la population de multimillionnaires à Hong Kong s'explique selon Citi par la hausse des marchés actions au cours de l'année 2020 (et plus particulièrement après le mois de mai 2020, période de collecte des données de la précédente étude de Citi). En effet, 65% des personnes interrogées ont déclaré que la principale source de hausse de leurs actifs liquides avait été les rendements sur investissements (dont les actions étaient évoquées par 95% des répondants comme un élément constitutif).

### **Bourse : Meituan lève près de 10 Mds USD à la bourse de Hong Kong**

Après son IPO de septembre 2018, Meituan, l'un des leaders chinois de la tech, a levé près de 10 Mds USD à Hong Kong. Elle a procédé à une émission primaire le 19 avril et vendu 187 millions d'actions pour 273,25 HKD (35,25 USD) chacune, dans la borne haute de l'intervalle communiqué aux investisseurs en amont de l'opération (265 – 274 HKD par action), soit un total de 6,58 Mds USD. Bank of America, Goldman Sachs, UBS et CLSA ont conseillé Meituan sur cette opération. L'entreprise chinoise a également réalisé une émission d'obligations convertibles avec une maturité de 6 ans pour 3 Mds USD (conseillée par Bank of America et Goldman Sachs).

Environ 300 investisseurs auraient pris part à l'opération, à la fois des investisseurs institutionnels étrangers, des gérants d'actifs chinois et des *Hedge Funds*. 20 d'entre eux auraient obtenu à eux seuls 60% de l'allocation. Parmi les investisseurs figurait également Tencent (actionnaire principal de Meituan) qui a renforcé sa participation, acquérant pour 400 M USD d'actions Meituan. Cette participation élevée a poussé le titre à la hausse (+6,95% en séance le 23 avril au matin par rapport au prix de clôture du 19 avril).

Cette opération a été plusieurs fois sursouscrite, soulignant l'appétit des investisseurs en dépit du contrôle des acteurs chinois « Big Tech » renforcé en Chine ces derniers mois qui avait alimenté l'inquiétude des investisseurs (la filiale de Meituan a été sanctionnée pour dumping, avec une amende de 1,5 M CNY (232 000 USD) en mars 2021, sans commune mesure avec l'amende record imposée à Alibaba). La baisse de 30% de l'action Meituan à Hong Kong depuis mi-février (le cours a toutefois progressé de +325% à ce jour depuis son IPO de septembre 2018) a reflété l'inquiétude des investisseurs ces dernières semaines.

### **Bourse : Hang Seng lance un nouvel indice regroupant les actions de 30 entreprises du secteur de gestion immobilière cotées à Hong Kong**

Hang Seng Indexes Company a lancé le lundi 19 avril l'indice Hang Seng Property Service and Management, qui reflétera l'évolution du cours des actions des 30 plus grandes sociétés de gestion immobilière et de services associés cotées au sein du *mainboard* de HKEX.

Ce secteur a connu une croissance importante au cours des derniers mois, les sociétés de gestion immobilière chinoises bénéficiant d'un modèle « *asset light* » et donc plus à même de répondre aux évolutions rapides qui ont récemment caractérisé le marché de l'immobilier, notamment en comparaison des entreprises de promotion immobilière. Au cours de l'année 2020, 18 sociétés de gestion immobilière chinoises ont été cotées à Hong Kong, un record. 10 sociétés se sont introduites en bourse à Hong Kong en 2019, après 5 en 2018 et 1 seule en 2017).

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## **Macao**

### **Casinos : les revenus des casinos ont augmenté en mars de +58%**

Les revenus des casinos ont augmenté en mars de +58% en glissement annuel à 1 039 M USD, le niveau le plus élevé depuis janvier 2020. Leurs revenus ont progressé de +8,26% au T1 2021 par rapport au T4 2020.

### **Tourisme : augmentation du nombre de vols en Chine vers Macao pendant les vacances de mai**

Selon Morgan Stanley, le nombre de vols entre la Chine et Macao aurait augmenté de 48% de la capacité en 2019 à 52% à la mi-avril 2021. La route Shanghai-Macao atteint une capacité de 61% depuis le 16 avril 2021, contre 46% en 2019. Les opérateurs aériens auraient augmenté les vols pour la route Beijing-Macao de 32% pendant les vacances chinoises de la fête du travail en mai. 10% des visiteurs arrivant par avion à Macao seraient des clients de « masse premium » ou « VIP ».

### **Commerce extérieur : les exportations françaises vers Macao en hausse de 53% au cours des deux premiers mois 2021**

De source Douanes françaises, les deux premiers mois de l'année ont vu les exportations françaises vers Macao progresser de +53% : +175% pour les vêtements et accessoires (à 5,7 M EUR), +103% pour les articles de joaillerie (4,5 M EUR), +68% pour la maroquinerie et les articles de voyage (21,1 M EUR) et +3271% pour l'horlogerie dont les exportations au cours des deux premiers mois 2020 n'étaient qu'anecdotiques (49 000 EUR contre 1,6 M EUR sur les deux premiers mois de 2021). Les vins figurent parmi les seuls postes significatifs en contraction (-76% à 943 000 EUR), au même titre que les spiritueux (-41% à 489 000).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Taiwan

### Taux de change : Taïwan sous le feu des projecteurs du Trésor américain

Suite à la publication du rapport par le Trésor américain sur la politique de changes de ses principaux partenaires commerciaux, le premier sous le gouvernement du Président Joe Biden, la banque centrale de Taïwan (CBC) a suggéré, par communiqué de presse du 18 avril, [que les États-Unis assouplissent, pendant la pandémie de COVID-19, la surveillance de leurs partenaires commerciaux en matière de taux de change](#), en suspendant notamment l'application des trois critères pour qualifier un pays de « manipulateur de monnaie » (un excédent commercial avec les USA dépassant 20 Mds USD, un excédent courant de 2 % du PIB, et un montant des interventions sur le marché des changes supérieur à 2% du PIB). D'après le [rapport semestriel du Trésor américain](#), l'excédent commercial de Taïwan avec les Etats-Unis s'établit à 30 Mds USD, en 2020, et le solde de son compte courant était de 14,1% du PIB ; le rapport a également indiqué que le montant des interventions de Taïwan - visant à limiter l'appréciation du TWD – était équivalent à 5,8% du PIB. Dans la conclusion de son rapport, le Trésor américain, n'ayant désigné finalement aucun pays comme manipulateur de monnaie, a souligné que Taïwan, le Vietnam et la Suisse, feraient l'objet d'une surveillance renforcée.

### Commerce extérieur : les exportations de machines progressent de 30% en mars 2021

Selon l'association taïwanaise de l'industrie des machines (*Taiwan Association of Machinery Industry*, TAMI), [les exportations taïwanaises dans ce secteur, malgré le prix à la hausse des matières premières et l'offre très limitée en matière de logistique, ont augmenté de 30,7% à 2,2 Mds USD en mars](#). Les équipements destinés à l'industrie électronique restent les plus demandés avec un montant de 532 M USD, +135% par rapport à mars 2020, suivis des machines de contrôle (385 M USD, +35,5%) et des matériels de transmission de puissance (225 M USD, +42,7%). Au cours du premier trimestre, les exportations taïwanaises de machines ont représenté 7,6 Mds USD (+27,4% par rapport à T1 2020), la Chine restant le premier client de l'île (32% du total), devant les USA (21%) et le Japon (6%). Pour l'ensemble de l'année, TAMI estime que les exportations de machines pourraient atteindre 30 Mds USD et la valeur de cette production à Taïwan dépasser 1 000 Mds TWD (environ 35 Mds USD).

### Demande externe : Taïwan enregistre une nouvelle hausse des commandes export au T1

Pour [le treizième mois consécutif, Taïwan enregistre une hausse des commandes export en mars](#), soit +33,3 par rapport à mars 2020 à 53,6 Mds USD (dont 49% seront produites à l'étranger). Selon les [statistiques du MOEA](#), cette augmentation est entraînée par la demande des produits électroniques (15,8 Mds USD, soit +27,2% en glissement annuel), ainsi celle des produits télécommunication (14 Mds USD, +21,6%), des produits métalliques (3,1 Mds USD, +54,4%), des produits en plastique (2,8 Mds USD, +61,8%) et des produits optiques (2,6 Mds USD, +45,2%). Cette hausse des commandes adressées à Taïwan provient principalement des Etats-Unis (29,1% du total; +33,2% par rapport à mars 2020), de Chine et Hongkong (26,6%; +34,1%), d'Europe (18,6%; +30,4%), d'ASEAN (9,9%; +44,6%) et du Japon (5,2%; +30,4%). Au cours du premier trimestre 2021, les commandes pour l'export atteignent 148,9 Md USD, soit une progression de 42,9% par rapport à la même période en 2020.

### **Automobile : le marché des véhicules importés progresse de 18% au T1.**

Sur un marché où les importations dépassent, depuis 2019, le seuil des 50%, les dernières statistiques officielles soulignent une progression de 18% des véhicules importés dont le nombre atteint 106 029 au premier trimestre 2021 (cette statistique n'inclut pas les véhicules montés en CKD (Toyota, Mitsubishi, Nissan, Honda, Ford)). Cette embellie du marché automobile taïwanais s'explique notamment par le retour de nombreux Taïwanais disposant d'un haut niveau de revenu et par la difficulté de quitter le territoire en raison de la pandémie. La progression des importations bénéficie principalement aux marques japonaises avec 36 941 Toyota (+17%), 8 496 Nissan (+14%), 7 300 Honda (+21%) et américaines avec 7 792 Ford (+60%). Les marques françaises Citroën et Peugeot progressent respectivement de 45% et 46% mais avec des volumes encore relativement faibles 144 et 178 véhicules. Le marché des véhicules premium progresse au même rythme (+18%) et bénéficie principalement aux marques Japonaises avec 6 231 Lexus (+14%) et allemandes avec 6 127 Mercedes (+31%), 3 757 BMW (+17%) et 1 139 Porsche (+27%) sur un total de 20 309 véhicules haut de gamme importés au cours de cette période.

### **Semi-conducteurs : Andes Technology, la nouvelle pépite taïwanaise de l'architecture informatique**

Créée, en 2005, [Andes Technology a vu le cours de son action plus que doubler au cours des six derniers mois](#). Spécialisée dans la conception de l'architecture informatique des semi-conducteurs, Andes Technology est un challenger potentiel du X86 d'Intel et des solutions d'ARM Holdings. Son Chairman, Tsai Ming-kai, est le président de la « fabless » taïwanaise MediaTek qui détient 13% de son capital. En 2015, Andes a opté pour la solution d'architecture ouverte RISC-V et a proposé sa première solution commerciale en 2017. En 2020, l'architecture RISC-V représente 59% des revenus d'Andes qui compte déjà plus de 180 clients. Avec Andes Technology, l'industrie taïwanaise du semi-conducteur renforce sa présence en amont de la filière, alors qu'elle bénéficie déjà d'un leadership mondial dans les activités de fonderie (TSMC, UMC,...) et dans celles des tests et de l'encapsulation (ASE,...). [MediaTek qui a développé un chip complet pour la 5G, est devenu, en 2020, le N°8 mondial](#) du marché des semi-conducteurs avec un chiffre d'affaires de 10,99 Mds USD (+38,1%) selon Gartner Inc. Si MediaTek reste l'actionnaire principal d'Andes, il en représente moins de 10% du chiffre d'affaires en 2021.

### **Electronique : AU Optronics renforce sa production en Chine et sa relation commerciale avec Samsung**

Afin de répondre à la demande accrue d'écrans d'ordinateurs et notebook haut de gamme (jeu vidéo, travail à distance), AUO va augmenter ses capacités de production de 27 000 à 36 000 unités par mois, [sur son site de Kunshan en Chine](#), à partir du troisième trimestre 2022. Cette usine, construite en 2016, a été calibrée pour produire jusqu'à 45 000 unités par mois. Frank KO, le Président du groupe, soulignait en marge du salon « [Touch Taiwan](#) » qui se tient en ce moment à Taipei, que la demande des écrans haut de gamme incurvés était particulièrement forte. Décrivant un phénomène de surchauffe sur l'ensemble de la chaîne de l'industrie des écrans plats, il a précisé que les cycles d'approvisionnement de [composants et de matériaux](#) s'étaient étalés sur huit semaines contre quatre avant la pandémie. [Selon Digitimes](#), AUO serait parvenu, par ailleurs, à se positionner dans la chaîne de sous-traitance des téléviseurs Micro LED de Samsung, à partir du deuxième semestre 2021.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Mongolie

### **Commerce international : le chiffre d'affaires du commerce extérieur en augmentation de 60,4 % comparé à la même période en 2020.**

Au cours des trois premiers mois de l'année 2021, le [chiffre d'affaires total du commerce extérieur a augmenté de 60,4 % en glissement annuel](#) pour atteindre 3,5 Mds USD selon l'Administration générale des douanes de Mongolie. Au cours de la période considérée, le chiffre d'affaires total des exportations a augmenté de 93,1 % en glissement annuel pour atteindre 2 Mds d'USD, alors les importations ont augmenté de 31,2 % pour atteindre 1,5 Md USD.

Les exportations totales de charbon de la Mongolie [ont bondi de 113,7 % en glissement annuel pour atteindre 6,7 millions de tonnes](#) (93,5 % des exportations étant destinées à la Chine et 5,8 % à Singapour). Le reste des exportations étant principalement composées de produits minéraux dont pétrole brut, minerai de fer et concentré de cuivre. Alors que l'économie nationale s'est contractée de 5,3 % en 2020, les organisations internationales et agences de notations estiment que l'économie mongole connaîtra une croissance de 5 à 7 % sur l'année 2021.

### **Finances publiques : le déficit budgétaire atteint 96,3 Mds MNT (28 MUSD) au premier trimestre 2021**

Selon l'Office national des statistiques mongol, [le budget équilibré au premier trimestre de l'année 2021 présente un déficit de 96,3 Mds MNT](#) (28 MNT), en diminution de 65 % comparé à la même période en 2020. Les recettes équilibrées de l'État ont atteint 2 600 Mds MNT (760 MUSD), sur le premier trimestre, 83,5 % provenant de recettes fiscales. Les dépenses budgétaires ont atteint 2 700 Mds MNT (788 MUSD) sur cette même période, en augmentation de 15,9 % par rapport au T1 en 2020. Pour rappel, le déficit budgétaire de l'État a dépassé 4000 Mds MNT en 2020 (1,2 Md EUR), atteignant un niveau record pour le pays.

### **Cachemire : la Mongolie fourni 45% du cachemire non transformé sur le marché mondial**

[La Mongolie devrait exporter environ 9 700 tonnes de cachemire en 2021.](#) Alors que 60 à 70 % du cachemire produit en Mongolie subit une transformation primaire avant d'être exporté, l'objectif du gouvernement mongol est d'accorder une plus grande attention à la réduction des exportations de produits faiblement transformés et d'augmenter le volume d'exportation de produits finis, présentant une plus grande valeur ajoutée. Bien que la Mongolie fournisse 45 % du cachemire non transformé sur le marché mondial, les produits portant le label "Made in Mongolia" représentent actuellement environ 10 % des produits en cachemire vendus sur les marchés internationaux. En décembre 2020, les exportations de cachemire représentaient un volume de 243,5 MUSD (76 % des volumes exportés étant lavés, 7 % transformés, et 17 % étant exportés sous la forme de produits finis).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotté Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : [florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr)